

Être caricaturiste dans son pays

Le monde de la caricature refuse de revenir à la censure gouvernementale ou médiatique. L'Occident devrait soutenir cette lutte et ne pas imposer ses paramètres de liberté.

Pedro Rojo

Les attentats contre *Charlie Hebdo* ont mis en lumière la fragilité de la vie des artistes qui sont devenus un élément de la lutte de groupes obscurantistes pour semer la terreur et imposer leur censure par la voie militaire. Il est encore trop tôt pour évaluer l'effet réel de contrainte que ces attentats vont exercer sur la liberté du monde du dessin de presse. Après l'euphorie du premier numéro de *Charlie Hebdo* suite au massacre, il faudra attendre la nouvelle étape de ce journal hebdomadaire pour connaître les véritables conséquences. Les limites à l'intérieur desquelles tout auteur reste au moment de créer sont encadrées non seulement par les lois de chaque pays, mais aussi par les traditions sous la forme de pressions sociales de tout genre, entre autres, de pressions religieuses. À ces facteurs s'ajoute à partir de maintenant celui des groupes terroristes qui veulent imposer leurs lignes rouges à la liberté d'expression.

Être caricaturiste dans le monde arabe

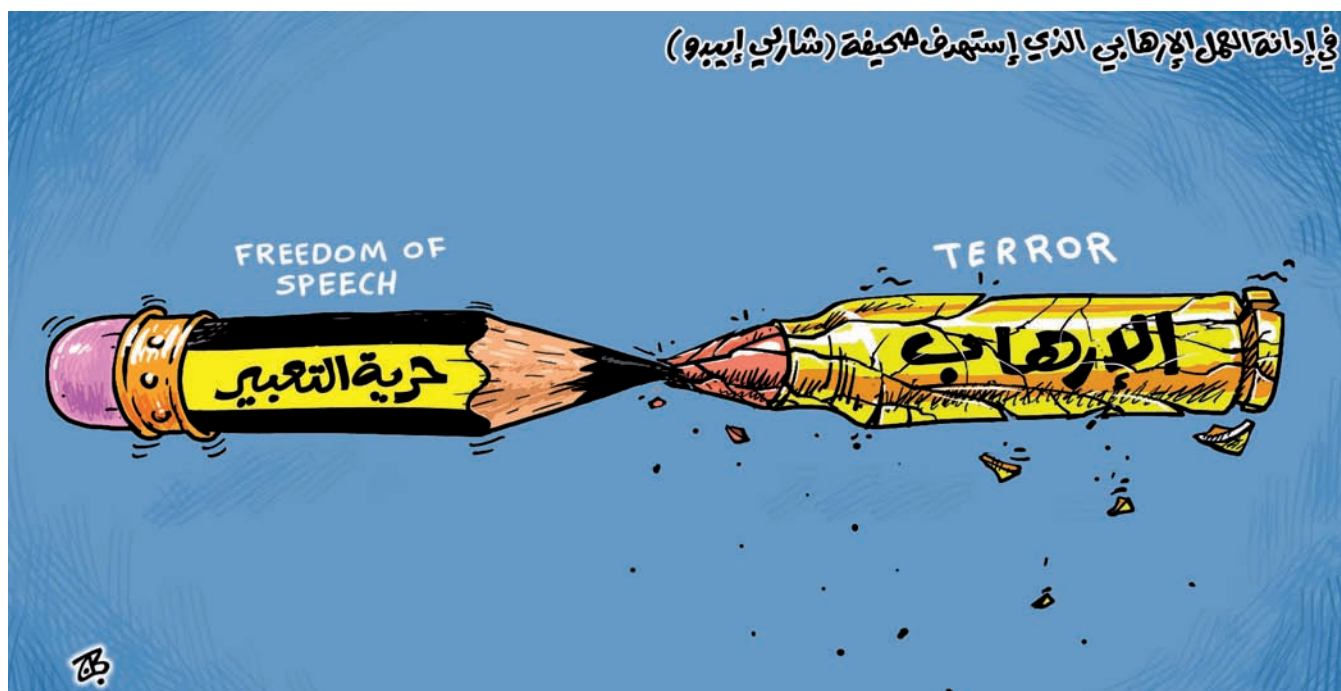
La tâche que réalisent les caricatures en ce qui concerne la transformation sociale est très présente dans les caricaturistes arabes. Pour l'égyptien Majlouf, le rôle du caricaturiste ne consiste pas seulement à représenter un événement en dessin, mais aussi à chercher à transformer des considérations sur la censure, sur la manière d'entendre la réalité des gens. Dans le monde arabe, cette tâche de traduire la réalité en apportant une vision critique par le dessin, le plus souvent avec très peu de texte, est d'autant plus importante que bon nombre de ces sociétés ont un taux élevé d'analphabétisme réel et fonctionnel. Les caricaturistes sont un point de contact, un pont entre les intellectuels et leurs idées, lesquels sont normalement plus éloignés de la société et des gens à qui ils s'adressent. Il s'agit d'un produit hybride : simple mais contenant un message. Le langage est très important, comme le rappelle depuis Casablanca le marocain Khalid Gueddar, ancien collaborateur de *Charlie Hebdo* : « Mes caricatures en français ont beaucoup moins d'impact que celles que je fais en arabe. Certaines sont lues par l'élite et d'autres par le peuple en gé-

néral ». Mais il ne s'agit pas seulement de décider s'il faut utiliser la langue de l'ancienne métropole ou l'arabe, mais il faut surtout miser sur les dialectes locaux pour faire des dessins de presse. Une décision qui a sans doute très fortement rapproché les caricaturistes des citoyens ordinaires et qui est un signe de plus de leur proximité avec leur public par rapport aux intellectuels qui continuent à s'exprimer en arabe classique.

Mais chaque société, chaque groupe et chaque auteur est tenu à des limites pour travailler. Les caricaturistes arabes savent très bien qu'ils bougent dans un corset plus serré que celui de l'Occident à cause de la censure du pouvoir mais aussi à cause de la pression sociale et religieuse. Mais dans le même temps, ils dénoncent l'hypocrisie et les deux mesures de l'Occident à cet égard. On mentionne la liberté d'expression pour se moquer du prophète Mahomet, mais on interdit de faire de même pour l'Holocauste ou des thèmes comme l'attentat contre *Charlie Hebdo*, ce qui a coûté à l'humoriste Dieudonné une nuit en garde à vue et une comparution devant un tribunal correctionnel pour un message posté sur Facebook dans lequel il écrivait « Je me sens Charlie Coulibaly ».

Mais les lignes rouges ne sont pas inamovibles, et bon nombre de caricaturistes comprennent qu'une partie de leur tâche consiste à faire reculer ces limites, afin de pouvoir dessiner en toute liberté. Les révolutions arabes ont été un facteur qui a renversé de nombreuses limitations. Mais, malheureusement, le cadre de la liberté d'expression au sein des régimes n'est pas plus grand maintenant qu'avant les *printemps arabes*. Il s'est même rétréci, comme le dénonce Gueddar, pour qui les belles phrases imprimées dans la réforme constitutionnelle de son pays ne sont pas plus qu'un écran de fumée en forme d'ouverture apparente, alors que le système continue à fermer des journaux comme *Lakome*. Par exemple, une caricature qu'il a faite d'un membre de la famille royale lui a coûté une peine de deux ans et demi de prison. Donc, le Maroc est encore loin de voir le jour où une caricature du roi pourra être faite.

Les choses ne semblent pas aller mieux pour les deux lauréats du prix *Cartooning for Peace* de 2014. Le Syrien



« Condamnation de l'attaque terroriste contre 'Charlie Hebdo': liberté d'expression/terrorisme »./EMAD HAJJAJ, JORDANIE

d'origine palestinienne, Hani Abbas, reconnaît qu'après l'éclatement de la révolution, il n'a pas pu continuer à traiter uniquement des thèmes sociaux ou économiques, en obviant au tabou de bafouer le régime et qu'il a dû se définir. Ses critiques envers Bachar al Assad l'ont obligé à s'exiler à Genève, d'où il commente : « Plus de liberté après les *printemps arabes* ? Mais pas du tout, le jour où nous pourrions dessiner ce que nous voulons sans craindre pour nos vies, à ce moment-là, nous pourrions parler de liberté ». En effet, le régime syrien s'est montré implacable envers ses critiques : depuis 2012, le caricaturiste Akram Raslan est porté disparu et les hommes de main au service du gouvernement sont les responsables du tabassage dont a été victime Ali Ferzat (Prix Sakharov 2011). Hani Abbas partage le prix avec la dessinatrice égyptienne Doaa al Adl, qui a pris l'engagement de lutter par l'humour contre les courants islamistes les plus extrémistes qui sont apparus après la révolution égyptienne et qui tentent d'imposer leur vision du monde, par une interprétation rétrograde du rôle de la femme. Les partis de type religieux profitent du consensus social existant sur le tabou de critiquer l'islam pour tenter d'empêcher toute critique politique de leur gestion. Tel a été le cas d'une caricature de Doaa qui bafouait les commentaires de certains hommes de religion qui assuraient que ceux qui voteraient « oui » au référendum constitutionnel de 2012 iraient au paradis et que ceux qui voteraient « non » iraient en enfer. Doaa établit un parallèle en dessinant à Adam et Ève sous un pommier au paradis et en faisant référence à la même question. L'affaire fut classée après la destitution du président Moham-

med Morsi en juillet 2013, mais elle reçoit encore des menaces pour ses dessins.

« Bien avant même les *printemps arabes*, les islamistes essayaient déjà de s'approprier de tout le domaine de la religion, mais après la révolution leurs espaces de contrôle se sont élargis et ils se sont emparés de tout ce qui a trait à l'islam, que ce soit en ce qui concerne l'aspect de la pratique privée de chaque individu qu'en ce qui concerne tout ce qui entoure l'islam politique. Ils mélangent les deux concepts pour essayer de placer leurs visions politiques au même niveau que tout concept religieux » souligne Mohammed Sabaaneh à Ramallah.

La censure sociale

La capacité d'influence de ces groupes islamistes est telle que les autorités agissent préventivement contre tout dessin qui pourrait être utilisé par les extrémistes qui s'attribuent le rôle de garants de la foi. Dans cet esprit, les autorités palestiniennes ont ouvert une enquête en février 2015 sur la publication d'un dessin de presse de Mohammed Sabaaneh faisant une référence, positive, au prophète Mahomet. Le propre Sabaaneh est conscient des limites de la société à laquelle il se dirige, mais comme la plupart des dessinateurs, il pense pouvoir parler progressivement de thèmes socialement sensibles comme la religion, mais les filtres de censure sociale apparaissent à la moindre tentative.

Nasser al Jaafari, caricaturiste du journal jordanien *Al Gad* estime que « dessiner quelque chose qui va pro-

voquer une division ou un effet négatif sur la société n'a pas de sens, il vaut mieux ne pas le faire. Si cela n'apporte rien de positif, cela n'en vaut pas la peine ». Il est aussi partisan d'ouvrir progressivement les espaces de travail, tout d'abord les politiques islamistes et, peut-être, un jour, les institutions religieuses et sait-on jamais, finalement la religion en soi. Il est en outre conscient qu'aujourd'hui « faire des dessins sur la religion contribuerait uniquement à alimenter les groupes extrémistes et ils en seraient les premiers bénéficiaires ». À ce sujet, nous revenons à l'habituelle discussion de la responsabilité sociale du dessinateur confronté à sa tâche d'instrument de la réalité, non seulement à la tâche de critiquer certaines situations, mais aussi à celle d'essayer d'aller plus loin en proposant des alternatives. Hani Abbas défend que son travail « n'est pas celui de se heurter à la société, tu prétends la faire changer, la surprendre, mais sans provoquer un schisme ». La complicité entre le dessinateur et la société est fondamentale pour que son travail fonctionne, pour que l'effet voulu se produise.

Perspectives d'avenir

La situation actuelle des caricaturistes arabes est extrêmement délicate. Leur désir naturel de rompre les stéréotypes et de provoquer la société s'est converti en une tâche de plus en plus dangereuse. Il y a quelques années le danger était clairement identifié : les régimes et tout leur mécanisme de pression aussi bien juridique que paramilitaire. La pression des groupes extrémistes qui prennent comme excuse l'islam pour limiter toute sorte de critique de leur vision de la réalité les a placés face à un nouveau mode de pression mal compris par certains secteurs de la population, qui menacent les dessinateurs lorsqu'ils considèrent que leurs dessins sont offensants pour la religion. Ces réactions provoquent des situations grotesques comme les menaces reçues par Emad Hayyach pour avoir appelé Abou Mohammed (comme le Prophète) le personnage potelé et bête de ses dessins de presse. Les réseaux sociaux qui se sont montrés très positifs pour créer des réseaux de connaissance et de solidarité entre caricaturistes arabes et internationaux, sont aussi devenus un moyen pour formuler ces menaces, des commentaires agressifs et des injures. Nasser al Jaafari a reçu récemment des commentaires sur Facebook lui rappelant ce qui est arrivé à Paris, à cause d'une caricature apparemment inoffensive qu'un lecteur avait interprétée comme offensante pour l'islam. Ces artistes vivent dans la peur que ces menaces verbales passent à l'acte, qu'elles soient liées ou pas à un groupe armé. Il est bien évident que cette crainte a augmenté après les attentats de *Charlie*



MOHAMED SABAANEH, PALESTINE

Hebdo et ils ont donc dû modifier leur mode de vie quotidienne, comme le fait remarquer Gueddar.

Les changements intervenus dans les sociétés arabes après les révolutions et les contre-révolutions se reflètent dans le monde de la caricature qui refuse clairement de faire un pas en arrière et de revenir à l'époque de la censure gouvernementale ou médiatique, à laquelle il peut maintenant échapper par le biais des réseaux sociaux et de la connexion avec l'extérieur, grâce à Internet. La réaction courageuse aux attentats de Paris d'une grande partie du secteur humoristique arabe confirme leur persévérance dans la poursuite de l'idée de faire reculer les limites de la liberté. Ce sentiment généralisé que transmettent les caricatures arabes actuelles peut se résumer par les paroles de Nasser al Jaafari : « Nous avons choisi ce travail, nous en connaissons les risques. Nous ne pouvons pas capituler face aux groupes de pression qui nous dictent ce que nous pouvons et ne pouvons pas dessiner, face à ceux qui veulent renvoyer ce monde au temps des cavernes ». Depuis l'extérieur, il serait souhaitable de soutenir cette tâche en faisant un plus grand effort pour comprendre la réalité dans laquelle vivent les caricaturistes arabes, de les encourager dans leur lutte pour élargir leurs espaces concrets de liberté et de ne pas essayer de leur imposer nos paramètres particuliers de liberté. ■